« L'affaire Kristeva » démystifiée par un ancien de la police secrète bulgare

La célèbre femme de lettres a-t-elle été « un agent » des services secrets de la Bulgarie communiste ? Vladimir Kostov, ex-espion de Sofia et rescapé de « l'affaire du parapluie bulgare », connaît très bien Julia Kristeva. Il nous livre ses souvenirs et ses impressions sur cette affaire controversée.

Par Jean-Baptiste Naudet
Publié le 22 septembre 2019 à 09h00

C'est sur les Champs-Elysées que Vladimir Kostov, ancien agent secret bulgare, m'a donné rendez-vous. C'est ici, qu'en 1978, on a tenté de l'assassiner de façon très originale, lors de « l'affaire du parapluie bulgare ». Nous devons parler d'une autre histoire de services secrets, plus d'actualité : « l'affaire Julia Kristeva ». Ce scandale a explosé au printemps 2018, faisant plus de fumée que de lumière. L'ex-commandant Kostov connaît personnellement et depuis très longtemps Julia Kristeva, brillante femme de lettres et psychanalyste française d'origine bulgare, mondialement célèbre. Par contre, Vladimir Kostov et moi ne nous sommes jamais rencontrés. Comme par jeu, nous nous mettons d'accord sur un code classique. Il me reconnaîtra car j'aurais sous le bras un numéro de « l'Obs ». C'est, par hasard, un numéro sur les « fake news ». Les déroutantes informations sur Julia Kristeva en font-elles partie ?

Julia Kristeva est accusée d'avoir été en France un « agent », – au « statut opérationnel » variable et, en réalité, toujours flou –, des services secrets de l'ex-Bulgarie communiste au début des années 1970. Sans l'avoir vraiment voulu (car j'admire plutôt Kristeva), c'est moi qui ai révélé en France, en mars 2018, ce qui l'accable : l'existence à Sofia d'un « dossier Kristeva » de 400 pages. Ce dossier dormait dans les treize kilomètres de rayonnages du Comité officiel des archives du « Komitet za Darjavna Sigournost » (le « Comité pour la Sécurité d'Etat »), la sinistre et brutale police secrète communiste bulgare. Julia Kristeva aurait été recrutée par ces services, en juin 1971, par le lieutenant Ivan Bojikov du Premier directorat (espionnage extérieur). Son nom de code : « agent Sabina ». La célèbre psychanalyste n'est que l'une des dernières des quelque 15 000 personnes qui ont été identifiées dans ces dossiers pour « avoir travaillé avec » la Sécurité d'Etat pendant les quarante-cinq ans de régime totalitaire bulgare. Mais elle est la plus connue, et de loin. Elle va payer la rançon de sa gloire.

Fake news ? Julia Kristeva dément alors et toujours, vigoureusement, se contredit parfois, se tait, se débat, souffre. Elle se défend de toute collaboration, soulignant qu'il n'y a aucun écrit de sa main. Tout, dit-elle, a été inventé, fabriqué. Lorsque je lui ai demandé une première réaction, elle semblait abasourdie. Et, comme si elle lisait le communiqué de son avocat, elle m'avait alors menacé d'un procès en diffamation. A ce jour, elle n'a toujours pas porté plainte.

Manquant beaucoup de faits, mais ni de style ni d'imagination, le mari de Julia Kristeva, l'écrivain Philipe Sollers, explique alors toute de cette longue, embrouillée et sombre affaire dans un court communiqué. En quelques phrases bien senties, il dénonce un complot, assez confus, aux motivations et aux buts incertains, contre sa femme et la démocratie. Complot ourdi, selon Sollers, par un ancien lieutenant-colonel du KGB, Vladimir Poutine lui-même : *« Les vieux services secrets totalitaires bulgares viennent d'inventer des "archives" [...] Un festival d'un caractère populiste fasciste vise Julia Kristeva, soi-disant recrutée par la police soviétique [sic] [...] La crédulité de la gauche française, par rapport aux "archives" de la police poutinienne [re-sic] donne le vertige, tant elle prouve l'ignorance ambiante. »*

Pas vraiment considéré comme « ami » par le KGB, puis par son successeur, le FSB, je ressens « une curieuse solitude », sollersienne sans doute, en me voyant portraituré en acteur d'un complot du président russe par cette célébrité littéraire dont, d'ordinaire, j'apprécie plus l'inventivité et les provocations. Mis à mon tour en cause, comme « idiot utile » du Kremlin, je choisis de ne pas en rajouter. Par expérience, je sais mieux que beaucoup d'Occidentaux ce que peut vouloir dire d'être né à l'Est du temps de la guerre froide, d'avoir eu son sort dans les mains de services secrets communistes tout puissants.

Par contre, je ne sais pas ce qu'a dû faire Julia Kristeva pour avoir l'autorisation, assez exceptionnelle, des services bulgares d'aller vivre du bon côté du rideau de fer. Qu'aurais-je fait pour ne pas croupir dans la stagnation communiste ? Hanté par cette affaire, je me décide à demander son avis à Vladimir Kostov, ancien commandant des services extérieurs de la Darjavna Sigournost. C'est sans doute la personne la mieux informée sur ce dossier, celle qui le décryptera le mieux. En tout cas la seule personne encore vivante : Luka Draganov, alias « Lioubomirov », principal « agent traitant » de Kristeva à Paris, si productif, si sérieux et qui la pressait tant, qu'elle baladait si adroitement, est mort il y a quelques années.

Une adolescente brillante

Nous nous donnons donc rendez-vous sur les Champs-Elysées. Là où on avait essayé d'assassiner Vladimir Kostov, en août 1978. Il était alors en haut de l'escalator du métro. Après avoir senti une piqûre dans le bas de son dos, il s'était retourné. Derrière lui, juste un homme. Condamné à mort par Sofia pour avoir quitté la Darjavna Sigournost, l'agent Kostov venait d'être la cible d'un tueur. Celui-ci avait injecté dans le dos du « traître », avec la pointe d'un objet, peut-être un stylo transformé en arme à air comprimé, une bille microscopique remplie de poison mortel. Heureusement pour Kostov, la capsule était déficiente. Il a survécu. Deux semaines plus tard, à Londres, l'écrivain Georgi Markov a eu moins de chance. Victime du même procédé, ce dissident bulgare très en vue a été assassiné par les services bulgares. Un tueur lui a injecté une microbille à la ricine d'un coup de parapluie trafiqué.

Vladimir Kostov se rappelle avoir rencontré pour la dernière fois Julia Kristeva trois ans avant de passer du *« paradis des travailleurs »* au *« camp impérialiste américain »*. Mais il la connaissait depuis très longtemps. *« Je ne souviens plus si je l'ai connue pour la première fois en 1956 ou 1957 »*, dit, concentré, l'ancien transfuge. C'était il y a près de soixante ans. Elle avait 15 ans, il en avait 25. Elle en a aujourd'hui

78, et lui 87. Sa mémoire faiblit parfois, mais l'ex-espion reste étonnamment vigoureux et alerte, l'esprit vif, les yeux pétillants. Il est venu en train, d'une lointaine banlieue parisienne, avec sa femme, Natalia. A l'époque, poursuit-il, il était un jeune journaliste talentueux du Parti à Sofia, un des activistes des jeunesses communistes bulgares. Il était le rédacteur en chef de « l'Etendard des lycéens », un journal scolaire auquel une dizaine d'élèves collaboraient. Dont une adolescente déjà très brillante : Julia Kristeva.

En 1965, étudiante en littérature et francophone, Julia Kristeva remporte une bourse française « Charles de Gaulle » pour venir étudier en France. La Darjavna Sigournost se renseigne sur elle. Les services secrets bulgares doivent s'assurer qu'elle est une communiste fidèle, qu'elle ne va pas passer à l'Ouest. Kostov, qui n'a alors pas encore été recruté par la « DS », donne son feu vert. Mieux, il la « pistonne » en haut lieu. *« Je connaissais personnellement le ministre de l'Education, qui était décisionnaire »*, se souvient Vladimir Kostov. Julia Kristeva est d'une famille croyante, mal vue par le régime athée. Mais elle est considérée comme une jeune communiste « sûre ». Elle a même été choisie comme traductrice à Sofia pour le premier homme dans l'espace, le soviétique Iouri Gagarine, ainsi que pour le secrétaire général du Parti communiste français de l'époque, Waldeck Rochet. Après l'entretien d'usage avec un officier de la Darjavna Sigournost, l'agent « Petrov », et, selon les archives, de très vagues promesses, Julia Kristeva est donc autorisée à aller vivre en France. Elle a 24 ans, elle est belle, elle est intelligente, elle a l'avenir devant elle. Et l'ombre de la Darjavna Sigournost. Elle ne reverra Kostov que bien plus tard, à Paris.

Le dossier de l'agent « Sabina »

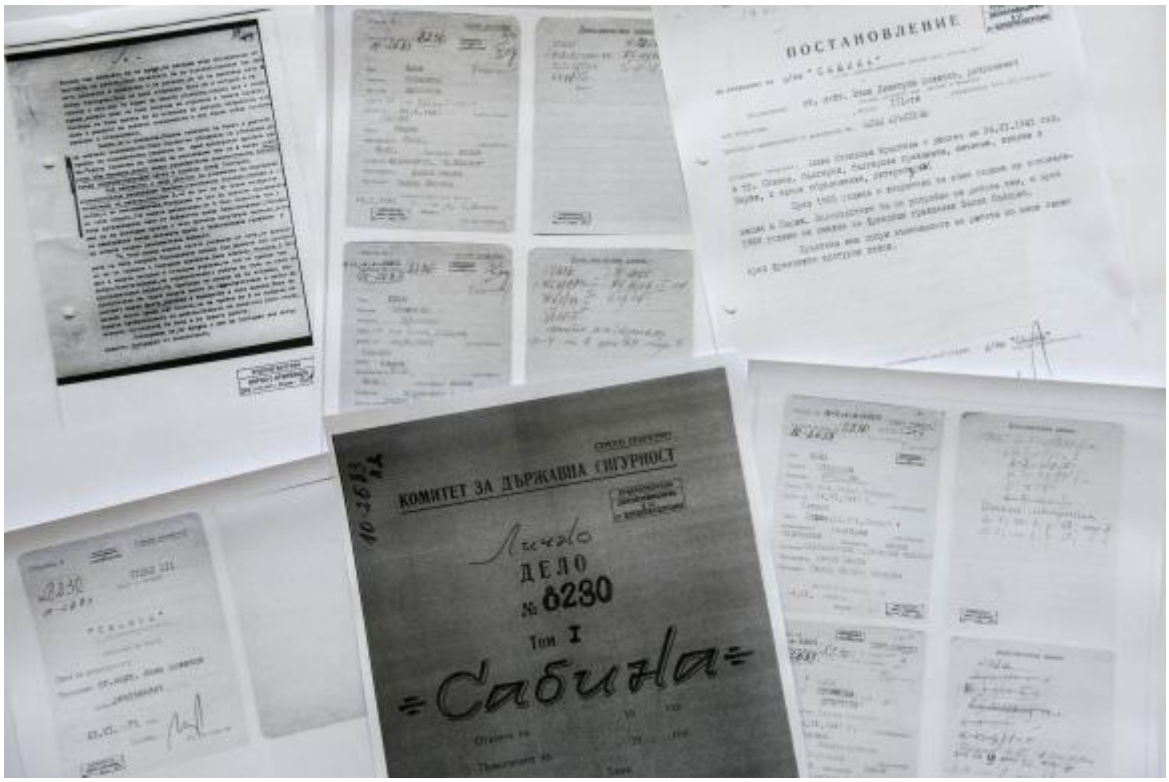
En attendant Vladimir Kostov sur les Champs, je me suis souvenu que c'est d'ici qu'en 1987, j'avais appelé un journaliste français d'origine bulgare de « Paris Match ». J'avais essayé de le convaincre de publier mon premier reportage. C'était une interview, réalisée en clandestinité, d'un dissident bulgare assigné à résidence à Bobov Dol, une sinistre mine de charbon au sud de Sofia. Le journaliste de « Match » était désolé : même si j'avais pris des risques et que j'étais devenu un peu parano, même si la vie du dissident était en jeu, il me dit alors :

« Personne ne s'intéresse ici à la Bulgarie, ni, d'ailleurs en général, à ce qui se passe derrière le rideau de fer. On lit "l'Archipel du Goulag". On s'indigne un peu et c'est tout. »

Plaisantait-il lorsqu'il a conclu la conversation en me disant que si j'appellais des Champs-Elysées pour une « affaire » bulgare, je devais vérifier qu'il n'y avait pas un homme derrière moi avec un parapluie ? J'ai eu peur. Je me suis retourné. Il n'y avait personne.

Depuis « l'opération Bobov Dol », je connais donc plutôt bien la « Bulgarie inconnue ». Le pays émerge en 2018 du fond des Balkans car elle préside l'Union européenne pour six mois. Le « Nouvel Observateur » m'envoie donc faire un reportage. A Sofia, je fais une visite de routine au Comité des archives de la Darjavna Sigournost. Il s'agit d'engranger la liste des hommes politiques qui, toujours sous « parapluie » de Moscou, font aujourd'hui une belle et juteuse carrière en Bulgarie

« démocratique », après avoir servi, souvent servilement, le régime communiste et l'URSS. On y trouve même un président de la République de 2002 à 2012, Georgui Parvanov, ex-communiste devenu « socialiste », un Premier ministre, des députés, etc. Mon dossier « Bobov Dol » a « disparu » des archives. Les services communistes bulgares n'ont pas fabriqué de dossiers, c'est impossible. En revanche, ils ont eu le temps de faire « du nettoyage ». Mon dossier a existé, j'ai retrouvé sa trace dans un autre rapport. Et j'ai ainsi découvert que la Darjavna Sigournost avait envoyé un agent pour « neutraliser » (tuer) un dissident réfugié en France qui m'avait aidé pour organiser le reportage à Bobov Dol.



Extraits du dossier Kristeva, alias « Sabina » des services secrets bulgares. (DIMITAR DILKOFF / AFP

C'est ainsi, par hasard, alors que des rumeurs à son sujet volent à Sofia, que j'apprends au Comité des archives, l'existence d'un « dossier Kristeva-Sabina ». Comme Julia Kristeva a collaboré en 1995 pour « Literaturen Vestnik », une revue littéraire bulgare, son dossier est sorti des rayonnages. En effet, une loi adoptée après la fin du régime totalitaire, par un Parlement bulgare démocratiquement élu, oblige depuis 2006 ce Comité à vérifier dans ses archives que les journalistes en exercice n'ont pas collaboré avec la police secrète communiste. Sans autre sanction que la publication de leur nom. C'est en faisant ce contrôle légal que le Comité des archives trouve le dossier de « l'agent Sabina ». Malgré de sérieux doutes, non pas sur son authenticité, mais sur ce que cette information signifie, sur la façon dont elle sera interprétée, je décide de vite la publier. Car je sais qu'inéluctablement, elle va sortir dans les 24 heures.

La nouvelle que Julia Kristeva a un « dossier d'agent » à Sofia, qu'elle serait une « Mata Hari littéraire », fait l'effet d'une bombe et le tour du monde. Et l'information est très controversée. Le célèbre magazine américain « New Yorker » publie une enquête. Le trimestriel français « XXI » fait de même.

« Les archives sont authentiques »

Autour d'un café, Vladimir Kostov va me dire ce qu'il en pense. Mais il me raconte d'abord pourquoi il a revu Kristeva. Recruté par la Darjavna Sigournost, officier brillant et francophone, il est nommé à Paris en 1974. Sa couverture : *« correspondant de la radio-télévision bulgare »*. Chargé des contacts non pas avec les Bulgares vivants en France mais avec les étrangers, il n'est pas l'un des « agents traitants » de Julia Kristeva. Mais la psychanalyste étant jugée assez rétive et « *imprévisible* » par les services bulgares, ils décident alors de jouer la carte du cultivé et intelligent Kostov. Ils lui demandent de rencontrer Kristeva, en espérant que leurs anciens liens amicaux aideront à la faire coopérer. En réalité, la « cible » de l'opération n'est pas la célèbre femme de lettres. C'est son mari, Philippe Sollers. L'écrivain est dans sa période maoïste. Il s'est même rendu en Chine en avril 1974 avec son épouse et Roland Barthes. Et pour les services bulgares, quasi-annexe du KGB, tout renseignement sur la Chine pour « le Centre » soviétique vaut alors de l'or. Moscou et Pékin, les deux géants communistes, sont fâchés, un jour même au bord de la guerre.

En octobre 1975, Chez Francis, un bar-restaurant immortalisé par Jean Giraudoux dans « la Folle de Chaillot », face au pont de l'Alma, près des Champs-Elysées et de l'ambassade bulgare, Kristeva et Kostov se rencontrent. Il est question d'un dîner entre leurs deux couples. Mais, très vite, la mission de Kostov tourne court. Pour diverses raisons : la psychanalyste est enceinte de son fils, Sollers serait trop occupé, etc. Kostov explique aujourd'hui *« qu'il n'y a pas eu d'autres occasions »*. Peut-être n'a-t-il pas beaucoup insisté, peut-être n'avait-il pas envie d'importuner la belle Kristeva ? Il ne le dit pas. Il fait son rapport à Sofia qui exige toujours plus de papier, qu'importe la qualité des « renseignements ». En sirotant son breuvage, Kostov raconte :

« Les archives du Comité sur Kristeva sont authentiques. J'ai relu mon rapport sur notre rencontre et j'ai tout reconnu, même le défaut d'une des touches de ma machine à écrire. »

Contrairement à ce qu'a affirmé au mois de juillet 2018 Julia Kristeva dans « Vanity Fair », son dossier remonté des archives de la sécurité d'Etat du régime communiste bulgare n'a pas été *« fabriqué par des fonctionnaires kafkaïens »* qui veulent, sans l'accabler, *« justifier leur salaire, obtenir un avancement, se faire bien voir auprès de la hiérarchie bureaucratique »*. Des bureaucrates qui, selon elle, sans doute après avoir abusé de la *slivova* (l'eau-de-vie de prune), lui prêtent un jour *« des propos délirants »* sur la cause palestinienne qui n'aurait pas le soutien qu'elle mérite *« à cause d'une presse sous influence sioniste »*, dont « le Nouvel Observateur » serait *« un exemple éclatant »*…

Vladimir Kostov n'est pas d'accord. *« Nous n'inventions rien. Pourquoi inventer ? Nous n'avions pas besoin d'inventer, c'était inutile. Il fallait juste écrire de longs et nombreux rapports à partir de pas grand-chose, et ça ne me dérangeait pas trop d'écrire »*, explique-t-il.

« Elle n'a trahi personne »

Le problème n'est pas là. Kristeva a bien rencontré, sans doute en connaissance de cause, des hommes des services bulgares à Paris et elle leur a parlé. Elle assure qu'elle ignorait qu'ils étaient des agents. C'est très peu vraisemblable. Dans le « New Yorker », Momchil Metodiev, historien spécialiste des services secrets communistes bulgares, affirme ne pas avoir *« de doute que lors des contacts initiaux de Kristeva avec l'officier de la Sécurité d'Etat, la nature des relations était conspiratrice et qu'elle le savait »*.

Mais, quoi qu'il en soit, la psychanalyste ne dit rien ou presque. Rien de plus que ce que l'on pouvait déjà savoir de « sources ouvertes ». Dans le milieu littéraire et politique où elle évoluait, elle n'avait d'ailleurs rien à « espionner ». *« Elle ne pouvait débusquer aucun secret d'Etat »*, s'amuse Kostov. Les agents bulgares ne lui en demandaient pas tant. En effet, selon l'ancien espion :

« Ces contacts, c'étaient pour savoir ce que les gens pensaient. Il n'y avait pas Facebook ou Twitter à l'époque. »

Faute de pouvoir fournir des informations intéressantes, la « carrière » de Kristeva comme « espionne », sans doute programmée ou fantasmée par les services bulgares, tourne court très rapidement. Sans doute même avant d'avoir réellement commencé. La Darjavna Sigournost la « lâche » rapidement, sans jamais cependant clore son dossier.
Quel jeu jouait Julia Kristeva ? *« Il faut replacer tout cela dans le contexte du régime de l'époque*, dit Kostov. *Comme la plupart des gens, Kristeva essayait d'avoir de bonnes relations avec les Services afin de les utiliser pour régler ses problèmes personnels. Par exemple, pour avoir l'autorisation que ses parents viennent la voir en France. Et elle était habile, elle y arrivait. »* Alors était-elle un « agent » ? L'ex-espion de Sofia estime :

« Agent, cela ne veut rien dire. Elle n'a nui à personne. Elle n'a fait de mal à personne. Elle n'a trahi personne. D'ailleurs elle a eu de la chance de n'avoir pas à faire de choix plus difficiles que d'accepter ces "contacts". »
Après sa défection, Kostov est devenu journaliste au service bulgare de Radio Free Europe, financée par les Américains. Pourtant, il ne reproche rien à Kristeva. Même s'il souligne *« qu'elle a été bien vue par le régime communiste bulgare »* jusqu'à sa chute en 1989, avec l'effondrement du Mur de Berlin. Kostov rappelle ainsi que la psychanalyste a fait partie de la délégation de François Mitterrand lors de sa visite à Sofia, en 1989. Une critique lui revient :

« Avant de collaborer à cette revue littéraire bulgare, elle aurait dû savoir que le dossier allait sortir et qu'il serait mal interprété. On doit s'informer. »

Une mémoire noire bulgare effacée

Les spécialistes des services communistes bulgares qui ont décortiqué le dossier « Kristeva-Sabina », comme Alexandre Lévy dans « XXI » ou le journaliste d'investigation et documentariste bulgare Christo Christov, ont aussi une opinion nuancée de cette affaire. Un peu moins indulgente cependant que celle de Vladimir

Kostov. Tout en replaçant cette « collaboration » dans le contexte des terribles pressions que pouvaient exercer les services communistes pour obtenir des renseignements, ils estiment que Julia Kristeva en a parfois dit plus long que nécessaire, que ce soit sous contrainte, par convictions politiques, pour se rendre intéressante, par imprudence, par inconscience ou par intérêt. En donnant certaines informations, notamment l'adresse parisienne du célèbre dissident bulgare Tsvetan Todorov, Julia Kristeva aurait dû savoir qu'elle pouvait mettre des gens en danger. Impossible cependant de démêler les raisons pour lesquelles la psychanalyste a sans doute trop parlé.

La vérité humaine de cette affaire n'est pas en tout cas pas dans les archives de la Darjavna Sigournost. Mais pourquoi Julia Kristeva dément-elle tout ? Peut-être ne veut-elle pas se faire de mal en disant tout ? Ou bien ne veut-elle pas faire de mal ? Pourquoi dit-elle qu'elle ne se souvient de rien ? Vladimir Kostov estime :

« Elle ne se rappelle peut-être de rien car ce sont sans doute des choses qu'elle a oubliées ou qu'elle préfère oublier. Se souvenir de ce genre de situation, c'est une exigence avec soi-même. »

Comme si la mémoire noire bulgare de Julia Kristeva s'était effacée. Comme si la psychanalyste avait fait disparaître le trauma qui la faisait souffrir. Dans un court, unique et émouvant essai sur elle, sur la langue française et son pays natal, elle écrivait en 1994 :

« C'est dire qu'une partie de moi s'est lentement éteinte au fur et à mesure que j'apprenais le français […] et qu'enfin l'exil a cadavérisé ce vieux corps, pour lui en substituer un autre – d'abord fragile et artificiel, ensuite de plus en plus indispensable, et maintenant le seul vivant, le français. […] Dans ce deuil infini, où la langue et le corps ressuscitent dans les battements d'un français greffé, j'ausculte le cadavre toujours chaud de ma mémoire maternelle. Non pas involontaire, ni inconsciente, mais je dis bien maternelle : parce qu'à la lisière des mots musiqués et des pulsions innommables, au voisinage du sens et de la biologie que mon imagination a la chance de faire exister en français – la souffrance me revient, Bulgarie, ma souffrance. »

Jean-Baptiste Naudet